

## Le sens de notre motion

**Le monde change : le néo-libéralisme montre son vrai visage avec quatre crises** majeures – financière, énergétique, alimentaire et environnementale - dont la simultanéité met en évidence les dangers et les limites de la « mondialisation libérale ». En moins d'une semaine, le capitalisme financier, arrimé sur la dérégulation, la privatisation à outrance, le tout marché et le libre-échange sans limites, a vu voler en éclat la suprématie que lui conférait son caractère prétendument « incontournable ». Seul le recours massif à l'action publique a permis de surseoir provisoirement au chaos créé par la spéculation et la subordination de l'intérêt général aux intérêts particuliers.

**Face à cette métamorphose, la France ne va pas mieux que ses voisins. Elle va même beaucoup plus mal.** A la crise sévère de nos finances publiques, s'ajoutent le retour de l'inflation et la chute brutale de la croissance qui nous placent en situation de récession. Le contexte international n'est pas étranger à la détérioration de la situation. Mais, en France, la droite en porte la responsabilité principale. La prétendue « rupture » prônée par Nicolas Sarkozy, se résume en réalité à un alignement sur le néo-conservatisme américain, au moment où celui-ci échoue. Elle ne se cantonne pas au domaine économique et social, mais atteint tous les domaines.

**Il faut se rendre à l'évidence : l'opposition, c'est à dire pour l'essentiel notre parti, porte sa part de responsabilité dans ce scénario médiocre.** Alors que nous n'avons jamais disposé d'autant d'atouts (trois groupes parlementaires puissants, la majorité des départements, des régions et des municipalités, grandes et moyennes), notre parti n'a pas la faveur des Françaises et des Français qui jugent son action timorée et son projet illisible.

Ni l'absence de leader avéré, ni notre diversité interne, ne nous permettent de comprendre cette situation. Le mal est plus profond. **La social-démocratie européenne a subi 13 défaites sur les 15 derniers scrutins. Est-ce, dans chacun de ces treize partis, faute de leaders ou de discipline ? Ou bien est-ce le résultat de l'acceptation, par la social-démocratie, des principes néolibéraux, des valeurs de nos adversaires ?** Cette seconde hypothèse paraît tout de même plus vraisemblable ! Nous avons perdu, dans les dernières décennies, la bataille culturelle, c'est à dire la bataille politique au niveau le plus profond. Il est temps d'inverser la tendance. L'avenir du PS ne peut être le passé de la social-démocratie européenne. Nous n'avons pas gagné d'élection présidentielle depuis 20 ans, ni d'élections législatives depuis 11 ans. Et rien n'indique que nous serions en mesure de l'emporter aujourd'hui, malgré les cafouillages et les échecs de la droite au pouvoir.

**Ce qui est essentiel pour un parti politique, ce qui entraîne l'adhésion ou motive la critique, c'est son orientation politique :** les valeurs qu'il défend et les moyens qu'il préconise pour les mettre en œuvre. Le PS n'est pas à court d'idées. Ses valeurs sont, plus que jamais, d'actualité. Mais notre visibilité est brouillée par les concessions incessantes à une pensée qui n'est pas la nôtre. **Nous avons gagné les élections chaque fois que nous avons eu un temps d'avance.** Un temps d'avance sur l'adversaire, un temps d'avance dans la compréhension du monde, un temps d'avance sur les métamorphoses de la société. Aujourd'hui nous devons avoir un monde d'avance. A nous de reconstruire l'espoir à gauche.

**Notre motion propose un horizon et des solutions concrètes pour s'opposer, proposer et rassembler.**

## 1. S'opposer

Nous devons nous opposer sans donner le sentiment d'avoir toujours besoin de nous justifier de notre rejet radical de la politique impulsée par la majorité actuelle. Car la politique de Nicolas Sarkozy est à la fois réactionnaire et anachronique.

**Réactionnaire.** Sa politique est faite d'orientations qui imposent à notre pays une régression de plus d'un demi-siècle. Régression sociale, régression des libertés, régression de la place de la France dans le monde. Régression généralisée qui a l'audace d'appeler « modernité » ce qui n'est qu'un vaste retour en arrière. En un an, la liste est déjà longue : paquet fiscal, baisse du pouvoir d'achat des plus démunis, mise à mort des 35 heures, financement injuste du RSA, privatisation annoncée de la Poste, appauvrissement des retraités, démantèlement du Code du Travail, creusement des inégalités entre les territoires, régressions imposées au système éducatif, valeurs républicaines mises à mal, libertés menacées...

**Anachronique.** Le projet de Nicolas Sarkozy est bien d'imposer à la France le modèle dépassé que les conservateurs ont élaboré dans les années 1980 et qui combine une politique économique ultra-libérale avec une restriction des libertés publiques. La politique menée par Nicolas Sarkozy repose ainsi, en grande partie, sur une volonté d'appliquer de façon dogmatique un système qui est en pleine déroute.

**Nous devons affirmer avec force un autre projet de société.** Mais pour cela, il faut dire clairement que le vieux système libéral en bout de course. Nous devons nous opposer pour proposer un nouvel élan à la France, avec nos partenaires de la gauche, en dialoguant avec les mouvements sociaux et les mobilisations citoyennes. **Or, ce devoir d'opposition, nous ne l'avons pas rempli comme nous aurions dû le faire.** Cette situation s'explique en partie par notre propension à concentrer notre attention sur nos problèmes internes, le choc des ego de certains de nos responsables. Mais plus fondamentalement, nous devons chercher les raisons de ce déficit d'opposition, dans notre trop grande acceptation du modèle dominant. Nous restons insuffisamment audibles. 67% des Français estiment que le Parti socialiste n'est pas porteur d'un projet pour la France. **C'est avec cela que le congrès de Reims doit rompre.** Il doit rendre au Parti Socialiste la voix d'une opposition résolue à une droite réactionnaire, anachronique, libérale et atlantiste.

## 2. Proposer

Notre motion propose de clarifier notre ligne politique, en disant clairement ce que nous voulons, mais aussi ce que nous refusons. Sur les 9 points suivants.

### **Sortir du libre échange généralisé : plutôt que l'adaptation, la régulation**

Le libre échange est devenu un dogme dangereux. Hier encore tabou, le débat sur le libre échange évolue, y compris aux Etats-Unis. Il faut un rééquilibrage entre le marché et la puissance publique. Nous proposons de promouvoir la préférence communautaire pour lutter contre les délocalisations et assurer la cohésion européenne. Et pour cela : activer le tarif extérieur commun, baisser les taux européens, harmoniser les normes sociales et fiscales...

### **Répondre à l'urgence écologique : plutôt que des mesures de court terme, un véritable investissement public**

L'urgence écologique s'impose à nous. Le marché est incapable de préparer l'avenir. Il nous faut inventer des nouvelles formes de régulation et des efforts accrus de recherche publique. Le défi écologique légitime l'exigence de l'extension du champ du service public, par exemple pour la gestion de l'eau.

### **Pour lutter contre les inégalités, redistribuer les richesses**

Il faut ici clarifier les moyens mobilisés, et notamment :

- Le salaire plutôt que ses avatars : si nous pensons que la valeur du travail (et non la « valeur travail ») est le salaire, alors c'est ce dernier qui doit être augmenté en priorité, et les outils existent.
- Les retraites : nous proposons de nouveaux financements plutôt que la contribution croissante des salariés.

- Le logement : nous proposons l'encadrement des loyers, la réquisition des logements vides et un plan de relance exceptionnel de construction.
- La fiscalité : plutôt que la critique de l'impôt, le PS doit avoir le souci de renforcer la justice fiscale. Une réforme fiscale progressiste doit rendre l'impôt plus juste, tout en améliorant son rendement. Nous proposons de créer un grand impôt progressif sur le revenu et une CSG entreprise sur la valeur ajoutée, de limiter les impôts indirects avec notamment la baisse de la TVA, de réformer en profondeur la fiscalité locale.

### **Affirmer le retour de la puissance publique**

Nos propositions visent à reconstituer les marges de manœuvre de la puissance publique, soutenir l'investissement et relancer le débat sur la stratégie industrielle de la France. Il faut réhabiliter l'intervention publique et proposer la réappropriation publique de secteurs clé, avec un pôle public de l'énergie. Il nous faut imaginer de nouvelles socialisations et développer les services publics, retrouver le droit de fixer certains prix, pour contrecarrer les spéculations, veiller au rôle régulateur de l'Etat sur le marché du travail.

### **Changer le cours de la construction européenne**

Socialistes, nous sommes profondément européens. Aujourd'hui, les peuples se détournent de l'Europe, devenue synonyme de technocratie aveugle au service du seul libéralisme. Les « non » français et hollandais en 2005, le « non » irlandais aujourd'hui, témoignent de cette défiance croissante. Il est inacceptable que la voix des peuples soit ignorée.

Nous faisons des propositions pour une autre politique monétaire (revenir sur l'indépendance de la BCE et sur ses statuts), budgétaire (réviser le pacte de stabilité, dégager des recettes au niveau européen, créer un impôt européen sur les sociétés affecté au budget communautaire), industrielle et d'innovation ambitieuse, ainsi que pour la protection des services publics et l'harmonisation sociale et fiscale. Pour changer l'Europe, il faut enfin une gauche forte et volontariste.

### **La reconquête de la démocratie : plutôt qu'accepter la personnalisation, approfondir toutes les voies de la démocratie.**

L'approfondissement de la démocratie dans tous les domaines reste notre priorité. Nous voulons :

- Approfondir la démocratie politique, vers une 6ème république
- Donner un second souffle à la démocratie sociale
- Assurer le pluralisme médiatique

### **Une société de progression des droits et libertés**

- Défendre les libertés fondamentales face à l'offensive sécuritaire : nous défendons une société de prévention et de justice plutôt qu'une société d'ordre.
- Pour une nouvelle politique de gauche de l'immigration : l'immigration est une richesse plutôt qu'une contrainte.
- Pour une politique de gauche de lutte contre toutes les discriminations : c'est un combat pour l'égalité plutôt qu'une valorisation individuelle.
- L'égalité hommes-femmes : plutôt qu'une bataille passée, c'est un combat à mener dans la sphère sociale, économique et politique.

### **Une société d'émancipation plutôt qu'une société d'ordre**

Parti de conquête de libertés et de droits nouveaux, le PS est aujourd'hui sur la défensive, pris au piège du discours sarkozyste fondé sur l'émotion, la peur, la compétition entre les individus. Nous proposons de renouer avec un projet d'émancipation, avec un nouveau pacte éducatif national, un projet pour la jeunesse, un nouveau projet culturel, et la défense de la laïcité, plus que jamais.

## Une politique étrangère progressiste plutôt que l'acceptation du choc des civilisations

L'idée selon laquelle la politique étrangère dépasse les clivages partisans est fautive. Nous croyons qu'il est possible de jeter les bases d'une politique étrangère progressiste, contribuant au renforcement des principes de responsabilité, de liberté et de solidarité au niveau international, autour des orientations suivantes : le multilatéralisme plutôt que le « choc des civilisations », le combat pour la Mondialisation des Droits, le changement des organisations internationales, une autre politique de développement et de coopération.

## 3. Rassembler

**Un préalable : le refus de l'alliance au centre :** Le congrès de Reims sera utile s'il permet de clarifier les orientations stratégiques de notre Parti. Les ambiguïtés sont en effet loin d'être levées. Surtout lorsque certains théorisent une différence entre le niveau local, qui admettrait des alliances avec le MODEM, et le niveau national où il deviendrait infréquentable, et que d'autres plaident pour un rapprochement pur et simple. Nos divergences avec le parti de François Bayrou sont nombreuses et importantes. Nous revendiquons une stratégie claire de refus d'alliance avec le centre.

**Une stratégie : l'unité de la gauche, un horizon, le grand parti de la gauche :** La Gauche n'est jamais arrivée au pouvoir que rassemblée (1936, 1981, 1997). La réunification de toutes les composantes de la Gauche politique et sociale est un horizon crédible. Nous n'avons pas d'ennemis à gauche. Nous proposons d'engager une démarche politique pour l'émergence d'un "Parti de la Gauche".

**Un outil : un nouveau parti socialiste :** Il faut rénover les pratiques, favoriser l'émergence d'un nouveau militantisme, promouvoir le débat et la formation. Notre parti doit redevenir un parti de débat, démocratique, à l'écoute du mouvement social.

### Voter pour la motion *Un monde d'avance c'est :*

**Affirmer une orientation à gauche pour notre parti.** La Gauche est victorieuse lorsqu'elle est la Gauche, comme en 1981 ou en 1997. Elle est défaite lorsque les électeurs ne savent plus qui elle est, comme en 2002 ou 2007. Pour gagner en 2012, le PS doit donc s'affirmer à gauche.

**Vouloir un changement réel par rapport à la direction sortante du PS** dont sont issues les 3 autres principales motions.

**Faire le choix du renouveau et de la rénovation :** le PS a besoin d'un nouveau souffle, d'un sursaut, que porte la candidature de Benoît Hamon plus que toute autre.

**C'est ainsi offrir aux Français les raisons d'espérer qu'ils attendent de nous. C'est donner à la Gauche les meilleures chances de gagner en 2012.**

Le 6 novembre, saisissons la chance qui nous est donnée d'affirmer notre volonté de voir notre parti changer.  
**Ensemble, prenons un monde d'avance, reconstruisons l'espoir.**